

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/GEN/104
2 novembre 2012

(12-6081)

Comité de l'agriculture

Original: espagnol

DÉCISION DE MARRAKECH ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE: CONTRIBUTION DE L'INSTITUT INTERAMÉRICAIN DE COOPÉRATION POUR L'AGRICULTURE (IICA) EN AMÉRIQUE LATINE ET AUX CARAÏBES

Communication de l'IICA

La communication ci-après, datée du 1^{er} novembre 2012, est distribuée à la demande de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA).

1. L'objectif principal du présent document est de donner un aperçu d'un document de l'IICA sur la sécurité alimentaire dans les Amériques, les facteurs critiques dont elle dépend et la façon dont ces derniers affectent les différents pays, régions et groupes de population les plus vulnérables. Ce document a été établi à la demande du Secrétariat général en vue de sa présentation à la 42^{ème} Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA), qui a réuni les Ministres des relations extérieures à Cochabamba (Bolivie), du 3 au 5 juin 2012.

2. **Le concept de sécurité alimentaire** a commencé à se développer à la suite de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948, mais c'est en 2001 que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a établi la définition actuelle et généralement acceptée de ce concept, selon laquelle la sécurité alimentaire existe "lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active".¹

3. La sécurité alimentaire suppose la réunion de quatre conditions ou "dimensions" corrélées: a) la "disponibilité" ou l'existence de produits alimentaires en quantités suffisantes et d'une qualité appropriée pour tous les habitants; b) l'"accès", qui s'entend de l'accès des êtres humains aux droits et ressources leur permettant d'acquérir des produits alimentaires appropriés, nutritifs et conformes à leur culture; c) l'"utilisation" biologique des aliments en vue de parvenir à un état de bien-être nutritionnel dans lequel les besoins physiologiques sont satisfaits; et d) la "stabilité", s'agissant aussi bien de la disponibilité des produits alimentaires appropriés que de l'accès à ces produits, à tout moment.

4. **Dans les Amériques, la disponibilité des produits alimentaires est satisfaisante.** En règle générale, la production alimentaire s'est accrue dans les Amériques, même si l'on observe de grandes disparités entre les régions et pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Les régions des Andes, d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale ont enregistré une forte croissance de la production entre 1990 et 2010, tandis que celle-ci a progressé moins rapidement dans la région des Caraïbes, à cause de la baisse de la production de légumes et de la stagnation de la production de céréales. Il existe toutefois en Amérique latine et aux Caraïbes un manque de produits alimentaires qui avoisine les

¹ <http://www.fao.org/cfs/cfs-home/fr/>.

2 millions de tonnes. La production pâtit également de la volatilité des prix internationaux. Les importations de produits alimentaires et la dépendance vis-à-vis des marchés internationaux ont augmenté en même temps que la production, mais à un rythme bien plus rapide. Cette situation présente des risques et varie selon la région concernée. Ainsi, les régions du Nord et du Sud assurent pratiquement la disponibilité de produits alimentaires pour leurs populations grâce à la production locale, tandis que les autres régions, surtout les Caraïbes, restent fortement tributaires des importations de produits alimentaires, même si cette dépendance a diminué.

5. La production régionale pourrait augmenter plus rapidement et contribuer davantage à la sécurité alimentaire. À cette fin, il faut développer les investissements en faveur de l'agriculture et du milieu rural ainsi que les incitations à la recherche, à la vulgarisation et au transfert des technologies appropriées. Il est plus important d'augmenter la productivité, la rentabilité et la durabilité de l'agriculture que de disposer de terres arables supplémentaires.

6. **Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont progressé dans la lutte contre la faim et la malnutrition.** L'Indice de la faim dans le monde de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires fait apparaître une amélioration générale et soutenue entre 1990 et 2010 et l'insécurité alimentaire demeure faible (indice inférieur à 4,9) ou modérée (indice situé entre 5 et 9,9) dans la majorité des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. La malnutrition atteint cependant un niveau critique en Haïti, où elle touche 58 pour cent de la population, tandis qu'au moins une personne sur six est mal nourrie en Bolivie, au Guatemala, au Nicaragua, en République dominicaine, en Équateur et au Panama. Il convient de noter que le taux de malnutrition de la population dans son ensemble est inférieur au taux de malnutrition infantile en Uruguay (2 et 6 pour cent, respectivement) et en Argentine (1 et 2,3 pour cent, respectivement).

7. **Le problème ne concerne pas la disponibilité des produits alimentaires mais l'accès à ces produits.** Dans le contexte de la mondialisation, l'"accès des pays" est de plus en plus important. Pour financer leurs éventuelles importations de produits alimentaires, les pays disposent des ressources générées par l'exportation de biens et services, des emprunts extérieurs et des envois de fonds depuis l'étranger. Ces éléments constituent les réserves monétaires internationales. L'indicateur des réserves monétaires internationales, exprimé en mois d'importations de produits alimentaires, montre que les régions importatrices nettes de produits alimentaires peuvent financer entre 43 et 98 mois d'importations de produits alimentaires. Il n'est pas souhaitable que cet indicateur soit inférieur à 12 mois, car cela limiterait les possibilités de négociation et de préparation des pays. Des nations comme Haïti et, dans une moindre mesure, Sainte-Lucie, la République dominicaine et le Nicaragua détiennent peu de liquidités pour acheter des produits alimentaires sur le marché international en cas de pénurie sur le marché intérieur.

8. La région des Caraïbes est la plus vulnérable pour ce qui est de l'accès international aux produits alimentaires. Comme les achats internationaux nets de produits alimentaires représentent de 2 à près de 10 pour cent de leur produit intérieur brut (PIB), les pays des Caraïbes sont extrêmement sensibles aux éventuelles hausses des prix internationaux de ces produits.

9. La volatilité des prix a entamé le pouvoir d'achat des exportations. En outre, les prix internationaux élevés des produits alimentaires peuvent avoir une incidence notable sur l'accès des pays importateurs nets aux produits alimentaires, en fonction du poids des importations dans l'offre nationale de ces produits et de la composition des exportations et des importations de produits agricoles.

10. L'"accès individuel" est le problème et le point faible de nombre de pays d'Amérique latine et des Caraïbes. La consommation de produits alimentaires est directement liée au niveau des revenus de la population ainsi qu'à leur progression et leur répartition. Ainsi, les indices élevés de pauvreté, d'indigence et d'inégalité de revenus qu'affichent les pays de la région, associés à des processus

inflationnistes, conditionnent les capacités d'accès réel aux produits alimentaires des catégories de la population et territoires vulnérables. Par ailleurs, il convient de noter l'existence d'un lien direct entre le PIB par habitant et la consommation de produits alimentaires par habitant (exprimée en calories).

11. **Pour instaurer la sécurité alimentaire, il faut améliorer l'utilisation biologique des produits alimentaires.** En effet, aux préoccupations soulevées par les régimes alimentaires peu sains et les niveaux croissants d'obésité s'ajoutent des inquiétudes liées à des problèmes d'assainissement (86 pour cent de la population urbaine et 55 pour cent de la population rurale disposaient d'un système d'assainissement en 2011), d'accès à l'eau potable (7 pour cent de la population de la région Amérique latine et Caraïbes n'y avait pas accès en 2008), de services médicaux et de santé, et de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Ces problèmes ont tendance à s'intensifier en même temps que les courants commerciaux et, même s'ils relèvent dans certains pays – aux États-Unis, par exemple – du domaine d'action du Ministère de l'agriculture, dans la plupart des pays de la région, ils sont du ressort des Ministères de la santé et de l'éducation, avec une participation faible ou nulle des Ministères de l'agriculture.

12. **Il faut assurer la participation de l'agriculture familiale et de l'agriculture à petite et moyenne échelle.** La région de l'Amérique latine et des Caraïbes compte environ 14 millions d'exploitations familiales, auxquelles sont rattachées, directement ou indirectement, 60 millions de personnes. De plus, l'agriculture familiale fournit entre 27 et 67 pour cent des produits alimentaires, exploite entre 12 et 67 pour cent de la superficie destinée à la production agricole, et génère entre 57 et 77 pour cent des emplois agricoles. Elle est importante à la fois dans les grands pays comme le Brésil ou la Colombie et dans les pays de taille moyenne tels que l'Équateur. Au Brésil, elle contribue à 67 pour cent de la production de haricots, 84 pour cent de la production de manioc, 49 pour cent de la production de maïs et 52 pour cent de la production de lait. En Colombie, plus de 30 pour cent des cultures annuelles (en particulier le maïs et les haricots) relèvent de l'agriculture familiale; tandis qu'elle représente en Équateur 64 pour cent de la production de pommes de terre, 85 pour cent de la production d'oignons, 70 pour cent de la production de maïs et 83 pour cent de la production de viande ovine. En Amérique centrale, 96 pour cent des producteurs de céréales de base sont des agriculteurs familiaux qui destinent leur production au marché national et au marché régional centraméricain. Il faut ajouter à l'agriculture familiale l'agriculture à petite échelle, qui concerne 15 millions de producteurs.

13. L'instauration de la sécurité alimentaire en Amérique latine et aux Caraïbes nécessite d'élargir l'accès aux technologies appropriées pour améliorer et diversifier la production, et améliorer les conditions de participation des petits agriculteurs et agriculteurs familiaux, des groupes ethniques et des populations rurales marginalisées afin qu'ils contribuent de façon plus réciproque à ce processus. Il s'agit, d'une part, de leur permettre d'augmenter leur contribution à la disponibilité des produits alimentaires (ils doivent pour cela améliorer leur productivité); et, d'autre part, de favoriser et de garantir leur accès aux marchés locaux, régionaux, nationaux et internationaux (ce qui aiderait à générer des emplois et des revenus et ainsi qu'à réduire la pauvreté rurale et à améliorer l'accès aux produits alimentaires). Pour atteindre ces objectifs, il est fondamental de promouvoir les regroupements comme moyen d'accéder aux services et d'augmenter le pouvoir de négociation de ces acteurs sur les marchés.

14. **Pour instaurer la sécurité alimentaire, il faut tenir compte du changement climatique.** Dans une mesure différente, l'agriculture des Amériques est menacée par le changement climatique, mais elle contribue également à ce phénomène puisque l'agriculture mondiale est responsable de 30 pour cent des émissions de gaz à effet de serre, d'après l'Université du Minnesota. Il convient également de mentionner la pollution des sols et des eaux ainsi que la perte de couverture végétale qu'entraîne une activité agricole non respectueuse des critères de responsabilité et de durabilité environnementales.

15. La disponibilité des produits alimentaires est menacée, à court terme, par la variabilité climatique et, à moyen et long termes, par le changement climatique. Les changements des températures et des niveaux de précipitations, qui affecteront différemment les pays et régions, devraient entraîner une baisse des rendements ainsi qu'une dégradation des conditions de production et de la qualité des produits, et influencer sur la répartition des parasites et la virulence des maladies qui touchent les cultures et les élevages, sur le stockage et la distribution des produits alimentaires, et sur le contrôle post-récolte des parasites. Cette évolution se répercutera sur les niveaux de revenu et les conditions de vie des catégories vulnérables de la population, principalement dans les régions rurales.

16. La situation nécessite donc un changement d'attitude sociopolitique, qui se traduit par des stratégies et politiques d'atténuation du changement climatique et d'adaptation de la production agricole et des processus ultérieurs à ce phénomène.

17. **Stratégie, politiques et plans d'investissement en faveur de la sécurité alimentaire:** L'IICA encourage l'adoption de stratégies globales en matière de sécurité alimentaire, axées sur les objectifs suivants:

- a) Augmenter l'investissement dans l'agriculture afin de renforcer les capacités scientifiques et de recherche, d'innovation et de vulgarisation.
- b) Accroître la transparence et l'efficacité des marchés agricoles.
- c) Adopter des politiques et des arrangements institutionnels visant à intégrer l'agriculture à petite et moyenne échelle aux marchés.
- d) Promouvoir le libre-échange international pour les produits alimentaires.
- e) Élaborer des programmes d'accès aux produits alimentaires à l'intention des catégories vulnérables de la population.
- f) Adapter l'activité agricole au changement et à la variabilité climatiques et réduire au minimum les risques présentés par ces phénomènes et la volatilité des prix agricoles.
- g) Réduire et limiter l'impact environnemental de l'activité agricole et lancer des programmes de formation à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

18. Pour de plus amples renseignements sur les activités de l'IICA dans ce domaine, prière de prendre contact avec:

Rafael Trejos Solórzano
Directeur du Centre d'analyse stratégique pour l'agriculture de l'IICA
Adresse électronique: rafael.trejos@iica.int
Tél.: + (506) 2216-0218

Adriana Campos Azofeifa
Spécialiste des politiques et négociations commerciales
Adresse électronique: adriana.campos@iica.int
Tél.: + (506) 2216-0170

19. Pour plus de détails, consulter la page Web de l'Institut: <http://www.iica.int/>.